

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

4e séance

tenue le

jeudi 10 octobre 1991

à 10 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DR LA 4e SEANCE

Président : M. PIBULSONGGRAM (Thaïlande)

SOMMAIRE

POINT 70 DE L'ORDRE DU JOUR : EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS (suite)

13 f.
Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2.750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/SPC/46/SR.4

5 novembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

91-56421 7410R (F)

/...

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 70 DE L'ORDRE DU JOUR : EFFETS DES RAYONNEMENTS **IONISANTS (suite)**
(A/46/218 et A/SPC/46/L.2)

1. **Mme BIRD** (Australie) rappelle que son pays, **l'un** des auteurs du projet de résolution qui figure dans le document **A/SPC/46/L.2**, est membre du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements **ionisants** depuis sa création en 1955. Elle note que les principaux rapports du **Comité** présentent un tableau vérifié et actualisé des sources et des effets des rayonnements ainsi que quantité de données scientifiques fiables. Mais, étant **donné** qu'ils sont difficiles à lire, elle suggère à nouveau que le Secrétariat établisse une version simplifiée de **ces** rapports à l'intention du public qui manque d'information technique spécifique. Le travail avait été fait après la publication du rapport de 1982 et les établissements d'enseignement **supérieur** australiens utilisent actuellement la version alors publiée dans leurs programmes de formation de radiologues, d'infirmières et de personnel paramédical pour donner aux étudiants une idée générale du sujet.

2. L'Australie a toujours soutenu que l'on ne peut considérer les travaux du Comité de **façon** isolée mais seulement dans le contexte d'un monde regorgeant d'armes nucléaires. Le Gouvernement australien est fermement résolu à parvenir à l'objectif d'un désarmement nucléaire total sous contrôle international efficace. Il a constamment demandé aux Etats dotés d'arsenaux nucléaires de les réduire afin de s'acheminer **vers** ce but. C'est pourquoi il accueille avec enthousiasme l'offre récente des Etats-Unis d'entreprendre une importante réduction de **ses** armes nucléaires, ainsi que la réaction positive de **l'Union** soviétique à ces propositions, et notamment la décision de ce pays de suspendre ses essais nucléaires pendant un an. Sa **délégation espère** que les autres puissances nucléaires **réagiront** à ces décisions dans le même esprit.

3. Le Traité de Barotonga qui établit une grande zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud, traduit l'inquiétude que causent aux pays de la région la **course** aux armes nucléaires, la poursuite des essais nucléaires **dans** la région et la proposition de déverser des déchets nucléaires dans le Pacifique Sud. Il est regrettable que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et **la France** n'aient pas encore été ratifié les trois protocoles du Traité, comme l'ont fait **l'Union** soviétique et la Chine.

4. Dans l'un de ces protocoles, le troisième, les signataires s'engagent à ne procéder à aucun essai d'armes nucléaires dans la zone. Il convient de signaler à cet égard que la poursuite des essais nucléaires de la France dans cette **zone** ne peut que préoccuper vivement les pays de la région. L'Australie est fondamentalement opposée aux essais nucléaires et estime que la décision de la France d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires constitue une nouvelle raison de mettre fin à ces essais. L'Australie et les pays du Pacifique Sud ont, à maintes reprises, demandé à la France de mettre

/...

(Mme Bird, Australie)

fin à son programme d'essais nucléaires⁸ dans la région et l'Australie estime que, si la France considère que ses essais sont indispensables, elle devrait y procéder en France métropolitaine.

5. **M. SHIGEMIE** (Japon) constate que l'énergie nucléaire et les techniques qui s'y rapportent sont un élément toujours plus important de la vie quotidienne : il est donc d'autant plus nécessaire de se protéger contre les effets nocifs possibles de ces techniques. Les dangers des rayonnements ionisants touchent tout le monde et cette menace fait de toute la humaine une véritable communauté universelle. Il s'agit d'un danger mondial qui appelle des solutions mondiales.

6. Le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants joue un rôle précieux d'organe de collaboration scientifique pour la collecte et la diffusion d'une information solide. L'orateur estime que les efforts faits pour protéger l'humanité et l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants doivent se fonder exclusivement sur l'information scientifique et technique.

7. En tant que pays membre, le Japon attache une grande importance aux travaux du Comité et estime que ses activités sont informatives et d'une grande valeur pratique. Il réaffirme son soutien aux travaux du Comité et s'engage à continuer à collaborer avec lui. Il demande aux Etats Membres, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organismes spécialisés de continuer à coopérer avec le Comité et à lui fournir de l'information pertinente. Il espère également que la Commission politique spéciale réaffirmera son soutien aux travaux du Comité et adoptera à l'unanimité la résolution qui figure dans le document A/SPC/46/1.2.

8. **M. ZVONKO** (Biélorus) dit que le Biélorus, - nom de son pays désormais - estime que le problème des rayonnements ionisants est un sujet extrêmement grave. Son pays, qui a souffert directement des conséquences du désastre de Tchernobyl, est conscient de l'importance du travail effectué par le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

9. La catastrophe de Tchernobyl n'a pas eu de conséquences seulement pour le Biélorus mais aussi pour beaucoup d'autres pays. On a découvert des radionucléides de Tchernobyl chez des oiseaux sauvages qui se trouvaient très loin du continent européen. Il y a eu aussi une contamination atmosphérique au-delà des frontières et peut-être une contamination transmise par l'eau.

10. L'intervenant se déclare dans l'ensemble d'accord avec les observations relatives aux recommandations et conclusions du Comité qui figurent au paragraphe 6 du rapport de celui-ci (A/46/218); le Gouvernement du Biélorus considère que le projet mentionné dans ce paragraphe constitue un premier pas dans l'étude des nombreux problèmes posés par Tchernobyl. Mais, étant donné

/...

(M. Zvonko, Bélarus)

la courte **durée** de ce projet, il sera difficile d'obtenir des **renseignements** complets; **en** outre, les données fournies par les experts ne permettent pas d'avoir **une idée** exacte de la situation **réelle**. L'intervenant **s'inquiète** du ton trop optimiste du projet et fait observer **à** cet égard que les **conséquences** des rayonnements font actuellement l'objet d'un nouvel examen et que l'on manque de **données** fiables sur la possibilité de contracter des maladies chroniques ainsi que sur les effets de petites doses de rayonnement. **On** ne **connaît** pas non plus les effets nocifs supplémentaires des déchets industriels. Tous ces facteurs ont été mis en lumière par l'Agence internationale de **l'énergie** atomique et **l'Organisation** mondiale de la santé.

11. Dans les milieux scientifiques du **Bélarus**, on estime que les résultats du projet **international** de Tchernobyl sont basés sur des **données relatives à** un petit groupe d'habitants, qu'ils **manquent** d'uniformité **et** que l'on n'a pas tenu compte des différences **de** composition des isotopes. On a en outre **ignoré** l'influence de la mauvaise situation actuelle sur la **santé** de la population dans l'avenir. L'orateur signale également le manque d'informations sur les populations qui ont le plus souffert, particulièrement les enfants qui ont été **évacués des** zones touchées par la catastrophe de Tchernobyl.

12. La délégation du **Bélarus** a dit **l'année** précédente qu'elle était prête à collaborer activement avec le Comité et même **à en** faire partie. Elle continue **à** avoir **des** consultations **à ce** sujet et **pense** que son pays, en raison des connaissances spéciales qu'il possède depuis la catastrophe **de** Tchernobyl, pourrait apporter une contribution importante au Comité.

13. M. ZAWELS (Argentine) signale **que** le paragraphe 3 du rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des **effets** des rayonnements ionisants décrit le vaste et important **programme** d'étude du Comité **et** énumère les **sources** de rayonnement d'origine naturelle ou humaine qui produisent des effets qui, directement ou indirectement, affectent l'être humain.

14. L'examen de l'accident de Tchernobyl continue **à** montrer l'ampleur des dommages causés et la nécessité **de** redoubler d'efforts pour empêcher que cette catastrophe ne se reproduise. L'orateur signale **à ce** sujet les importants accords conclus par les Etats-Unis et **l'Union** soviétique en matière d'armes nucléaires ainsi **que** la suspension unilatérale des essais nucléaires annoncée par **l'Union** soviétique.

15. L'Argentine s'intéresse beaucoup **à** l'utilisation de l'énergie atomique **à** des fins pacifiques. L'orateur en donne pour exemple la Commission nationale de l'énergie atomique qui, entre autres activités, exécute deux programmes **à** cet effet : le premier, le Programme des radio-isotopes et des rayonnements, a pour objet de développer et de promouvoir l'utilisation des radio-isotopes et des **rayonnements** ionisants dans les domaines de la santé, de la production industrielle, de l'élevage et de la recherche.

/...

(M. Zavels, Argentine)

16. Le **deuxième**, qui est **un** programme de protection **radiologique et de** sécurité nucléaire, a pour objet d'assurer une protection adéquate de la population, des travailleurs de l'industrie nucléaire et de l'environnement. **L'orateur** souligne à ce propos l'importance de l'accord signé en août dernier par **l'Argentine** et le Brésil pour l'utilisation de l'énergie **nucléaire** à des fins exclusivement pacifiques. Ces deux pays ont entamé en outre des négociations avec l'Agence **internationale** de l'énergie atomique au sujet d'un accord de **garanties**, qui permettrait à **l'Agence** de contrôler les installations **nucléaires** argentines et **brésiliennes** afin de vérifier que les programmes nucléaires de ces deux pays sont destinés à des fins exclusivement pacifiques.

17. En conclusion, l'orateur dit que son pays est un des auteurs du projet de résolution **A/46/SPC.2** et espère que les membres de **la** Commission l'adopteront.

18. **M. MEHRA** (Inde) dit que **l'Inde** attache une grande importance à l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire au bénéfice des populations. Les principaux objectifs du programme d'énergie atomique indien, tels que définis dans la loi **sur** l'énergie atomique de 1948, sont le développement, le contrôle et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins exclusivement pacifiques.

19. Il est impossible d'oublier les accidents tragiques **comme** celui qui est survenu à Tchernobyl en 1986. L'orateur signale à cet égard que **l'Inde** s'est engagée à fournir une aide **d'une** valeur de **250 000** dollars pour secourir les victimes de la catastrophe. De même, **l'Inde**, qui a pleinement conscience de la nécessité de maintenir les normes de sécurité les plus strictes en matière d'énergie nucléaire, a coopéré étroitement avec le **Comité** scientifique et participé activement à ses **réunions annuelles** de Vienne ainsi qu'à la préparation de ses rapports annuels.

20. Rappelant que le Comité a besoin de données plus complètes pour l'évaluation des irradiations et pour **d'autres** études, la délégation de **l'Inde** espère que les Etats Membres, les institutions **spécialisées** et les organisations du système des Nations Unies continueront à fournir les renseignements nécessaires aux études et recherches **très** utiles que poursuit le Comité scientifique.

21. Le rapport annuel présenté par le Comité témoigne de l'importance et de l'utilité de ses travaux dans le domaine de l'irradiation et des risques qu'elle entraîne. L'orateur réaffirme la volonté de son pays de collaborer pleinement aux activités du Comité.

22. **M. DONG Jianlong** (Chine) dit que les effets potentiels des rayonnements ionisants sur **l'homme** et sur l'environnement constituent l'une des préoccupations majeures du monde actuel. **C'est** sur une connaissance, à la fois étendue et exacte, des faits scientifiques observés dans ce domaine qu'il faudra fonder les décisions adoptées à l'avenir sur bien des questions importantes. Aussi, l'examen que poursuit à cet égard le **Comité** scientifique

/...

(M. Dong Jianlong, Chine)

des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants **et les** réunions d'information **qu'il** organise sont-ils de la plus haute importance. Le Comité scientifique a inscrit dans son programme de travail des questions d'un% grande complexité technique, touchant directement l'homme **et l'environnement, comme** l'impact écologique des rayonnements et la perception des risques d'irradiation; il a également abordé **sous** différents aspects **les effets** des rayonnements de faible intensité. Grâce à son action, le public a un meilleur **aperçu** général des effets des rayonnements ionisants.

23. La Chine, qui figure au nombre des auteurs du projet de résolution **présenté** par la **délégation** belge (A/SPC/46/L.2), exprime l'espoir que le Comité scientifique poursuivra ses travaux avec le concours de tous les organes et **organismes** des Nations Unies intéressés.

24. M. PAULSEN (Chili) déclare que son pays tient **à** souligner **l'intérêt** qu'il porte aux résultats des études du Comité scientifique, qui est parvenu au fil des ans **à** réunir un précieux fonds de données **sur** la question des rayonnements ionisants, contribuant ainsi à susciter une meilleure prise de conscience du danger qu'ils représentent pour les générations présentes et futures.

25. Le Chili s'est associé **aux** pays **membres** de la Commission permanente du Pacifique Sud pour exprimer **à** l'Organisation des Nations Unies sa préoccupation face aux expériences nucléaires de la France dans l'atoll de Mururoa et son opposition formelle à celles-ci. Le Chili a dû cette année s'adresser à **six** reprises au Secrétaire général de **l'ONU** pour lui faire parvenir des notes de protestation. Ces expériences constituent un risque sérieux pour **l'environnement** marin, les ressources naturelles et l'écosystème dans son ensemble, sans compter **l'effet** préjudiciable qu'elles ont sur la santé **des** habitants des **zones** voisines des sites d'essai.

26. Les essais nucléaires, quels qu'en soient les auteurs, violent les principes de justice élémentaires, A cet égard, il convient **de** rappeler que les pays dans lesquels on réalise ces expériences n'ont pas donné leur consentement. Le Chili considère que le thème de la sécurité national% allégué par certaines puissances nucléaires pour justifier leurs **programmes** d'essais nucléaires doit s'inscrire dans une perspective beaucoup plus vaste car il est évident qu'il ne saurait y avoir de sécurité dans un environnement exposé aux rayonnements ioniaants.

27. Le Chili félicite le Comité scientifique pour les études et les évaluations qu'il a effectuées autour du tragique accident de Tchernobyl de **1988** et partage l'espoir que la **Conférence** internationale chargée d'élaborer le projet et le rapport qui doit être publié **à** ce sujet permettront d'élucider les questions scientifiques et de **mieux** interpréter l'accident et ses conséquences,

28. Enfin, le Chili lance un appel **à** la communauté internationale pour qu'elle continu% de surveiller les effets des **rayonnements** ioniaants et il

/...

(M. Paulsen, Chili)

prie instamment les pays qui disposent d'une technologie nucléaire de s'attacher à collaborer davantage au développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques pour assurer la paix et la sécurité internationales et la pleine observance de la Charte.

29. **M. BOUTSKO** (Ukraine) appelle l'attention des membres de la Commission sur la déclaration faite par la Bada **suprême** d'Ukraine à l'occasion de la commémoration du cinquième anniversaire de la tragédie de Tchernobyl; d'après ce document, plus de 2 millions de **personnes**, 116 districts, **des** agglomérations, des **zones** de bois et de culture, des fleuves, ainsi que l'atmosphère ont été irradiés. A l'heure actuelle, il est très difficile de trouver en Ukraine une personne que n'ait marquée les **souffrances** de cette tragédie nationale, dont les conséquences n'ont été ni élucidées, ni interprétées complètement.

30. En effet, selon les spécialistes, dans 10 ou 15 ans, ou plus tard encore, on observera d'autres conséquences. Toutefois, on enregistre déjà actuellement une augmentation sensible des affections cancéreuses - surtout de la thyroïde - et de la leucémie **chez** les enfants, ainsi qu'une dégradation de l'état psychologique et physique des habitants des **régions** touchées.

31. L'Ukraine prend note avec satisfaction des activités que **mènent**, en liaison avec la tragédie de Tchernobyl, les institutions spécialisées des Nations **Unies**, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (**Unesco**), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (**ONUDI**) et souligne en particulier celles du Groupe d'experts internationaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a étudié les conséquences du désastre et analysé les mesures adoptées à cet égard. L'Ukraine estime que les solutions proposées pour enrayer les effets des rayonnements sont positives, mais, dans le domaine de la santé, elle ne souscrit pas entièrement aux conclusions de l'étude, étant donné le champ spatial et temporel trop limité des recherches. Les études réalisées par des scientifiques ukrainiens au cours des cinq dernières années ont abouti à des résultats fort peu optimistes, qui diffèrent des conclusions de celle des experts internationaux. Malheureusement, aucun travail n'a été consacré aux 600 000 personnes qui ont aidé à évacuer la zone, pas plus qu'aux **100 000** personnes qui sont revenues s'installer dans la région et qui ont été soumises à des doses de rayonnement importantes.

32. Une autre question préoccupe l'Ukraine : c'est celle de faibles doses de rayonnement, dont les répercussions sont pourtant sensibles sur la thyroïde, auxquelles 8 000 enfants ont été exposés. En 1990, après le départ des experts étrangers, l'Institut ukrainien d'endocrinologie a recensé 20 cas de cancer de la thyroïde **chez** des enfants, par rapport à un ou deux cas par an dans le passé. Les experts ayant mis en doute le diagnostic, l'Institut a envoyé **les** patients à Washington, où il a été confirmé.

/...

(M. Boutsko, Ukraine)

33. Etant donné la complexité de la situation, l'Ukraine **estime** que les **études** réalisées représentent une première étape dans la longue **tâche** qui s'engage pour la coopération internationale et qui devrait **comporter une** analyse approfondie des conséquences des radiations. Aussi l'Ukraine est prête **à** collaborer avec les experts internationaux dans divers domaines, surtout celui de la **santé**.

34. Le 24 août 1991, la Rada suprême d'Ukraine a adopté une **loi** proclamant la **création** d'un Etat ukrainien indépendant. Le 1er décembre prochain aura lieu un référendum qui ratifiera certainement cette décision, puisque le peuple ne souhaite pas répéter les **erreurs** du passé et aspire **à** être maître de son territoire, souverain de sa patrie et à assurer le bien-être, la tranquillité et la stabilité du pays.

35. M. **POSSO** (Equateur) dit qu'il faut incontestablement parvenir à connaître exactement les effets nocifs des rayonnements ionisants sur les êtres humains pour pouvoir rechercher, en coopération avec les gouvernements et les institutions spécialisées, des réponses efficaces, de caractère scientifique et médical, qui permettent de lutter contre les affections causées par l'irradiation. **Il** est également essentiel d'appréhender plus concrètement toutes les sources de contamination radioactive et leurs effets dans des milieux différents et des situations très diverses.

36. La fragilité de la matière utilisée dans les centrales nucléaires porte **en elle le** risque d'accidents funestes et s'il est chimérique d'espérer éliminer complètement de tels désastres, on peut prendre toutes les mesures voulues pour en contrecarrer les effets.

37. L'Equateur estime qu'il est indispensable de promouvoir la coopération internationale, car les effets des rayonnements ionisants sont si graves et si étendus qu'aucun pays, pour développé qu'il soit, ne peut mettre en place toutes les protections, ni mener toutes les actions préventives nécessaires. De même, le lien étroit qui unit les sciences nucléaires à la vie moderne et la vulnérabilité de l'homme et de l'environnement aux radiations nucléaires sont autant d'arguments qui militent en faveur de la coopération internationale.

38. C'est pourquoi **l'Equateur** se félicite de la liaison entre le Comité scientifique et d'autres organismes du système, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement (**PNUE**), étant donné l'évidente relation qui existe entre les exigences actuelles de l'humanité, la **nécessité** de préserver son environnement et l'impérieuse revendication des peuples du monde, qui demandent **à** être protégés des **catastrophes provoquées par des** accidents nucléaires et dotés de moyens **appropriés** pour faire face aux **éventuelles** atteintes à la santé **et** au bien-être causées par **les** rayonnements ionisants.

(M. Posso, Equateur)

39. **M. Posso** souligne que pour l'Equateur et d'autres pays en développement, il est absolument capital de parvenir à une cessation définitive des essais **nucléaires** irresponsables, que son pays, conjointement avec les membres de la Commission permanente du Pacifique Sud et d'autres nations également **menacées** par de telles pratiques, a demandée dans toutes les instances internationales. Les dégâts écologiques causés par ces essais et les effets secondaires qu'ils entraînent sont incontestables; pourtant, tous les ans, des protestations sont élevées, auxquelles il n'est pas **donné suite**; dans le meilleur des cas, la communauté internationale se contente de les enregistrer, sans grand effort pour partager une préoccupation constante, **réelle** et pleinement justifiée.

40. L'Equateur ne **s'oppose** pas à la tendance croissante à recourir à l'énergie atomique comme source d'énergie de complément ou de substitution. Toutefois, il est fermement convaincu qu'il faut veiller toujours plus à assurer une gestion sûre des sources d'énergie atomique et il réaffirme ce principe fondamental : l'énergie atomique ne doit être utilisée qu'à des fins pacifiques et **pour servir** le développement global des peuples.

41. Enfin, l'Equateur appuie le projet de résolution **A/SPC/46/L.2** présenté par la Belgique.

42. **M. FAZL-I-MAHMOOD** (Pakistan) dit que les événements qui ont transformé les relations internationales et instauré une ère de coopération mutuelle offrent des conditions propices à une approche constructive du problème des rayonnements **ionisants** et de la menace qu'ils représentent pour l'humanité. A cet égard, le Pakistan accueille avec satisfaction l'annonce faite par **M. Bush**, Président des Etats-Unis d'Amérique, d'une élimination unilatérale des armes nucléaires tactiques déployées sur terre et sur mer et la décision de l'Union soviétique de prendre parallèlement des mesures analogues.

43. Pour maintenir la situation présente d'une Asie méridionale exempte d'armes nucléaires, le Premier Ministre pakistanais a proposé récemment la tenue de consultations entre les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine, l'Inde et le Pakistan, dans le dessein d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires dans cette région. Un effort concerté doit être mené pour interdire tous les types **d'explosions** nucléaires. A cet égard, le Pakistan se félicite de l'initiative prise par **M. Gorbatchev**, Président de l'Union soviétique, qui vise à interrompre unilatéralement les essais nucléaires pendant une période initiale d'un an. Pour sa part, le Pakistan espère qu'un traité posant une interdiction complète des essais nucléaires et des accords régionaux ou bilatéraux allant dans ce sens seront rapidement établis, car de telles **mesures ne** réduiraient pas seulement la menace de contamination nucléaire de l'environnement, mais étayeraient également les efforts déployés **pour** empêcher la prolifération des armes **nucléaires**.

44. Le Pakistan s'oppose à ce que des restrictions discriminatoires, inégalitaires et sélectives marquent le transfert de technologie nucléaire à

/...

(M. Fazl-I-Mahmood, Pakistan)

des fins pacifiques, **car ni la** logique ni la raison ne fondent **certaines** nations **à** prétendre que la technologie nucléaire est **Une panacée réservée à** une élite, à laquelle les autres nations n'ont pas accès.

45. Pour le représentant du Pakistan, on ne peut espérer éviter les accidents nucléaires et les ravages qu'ils entraînent que si les **pays** industrialisés et les pays en développement essaient conjointement d'atteindre cet objectif dans un cadre rationnel et équitable. Le **tragique** accident de Tchernobyl illustre la nécessité d'une coopération internationale accrue dans ce domaine.

46. Le monde est confronté à **deux** problèmes : les ressources énergétiques diminuent et l'environnement est gravement contaminé par l'utilisation de combustibles fossiles. Pour les pays qui, comme le Pakistan, ont **à** faire face à une pénurie caractérisée de combustibles et de sources d'énergie classiques, le transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques, assorti de ses applications médicales et scientifiques, est indispensable.

47. Dans ce contexte, les pays industrialisés doivent aider les pays en développement **à** entretenir les réacteurs nucléaires qu'ils ont exportés et ne peuvent interdire la vente de pièces de rechange essentielles. Aussi le souci d'éviter la prolifération du nucléaire ne doit pas servir de prétexte pour priver les pays en développement, de façon discriminatoire, d'informations relatives à la sécurité dans les installations nucléaires. C'est une attitude qui va à l'encontre des préoccupations internationales concernant les effets redoutables du rayonnement **ionisant** et les conséquences, qui peuvent être désastreuses, d'un éventuel accident **dans** une installation nucléaire. A cet égard, la délégation pakistanaise indique que l'Agence internationale de l'énergie atomique a **mené** une action d'envergure pour contribuer **à** assurer un flux continu d'informations concernant la sécurité et il faut espérer que **ce** processus s'amplifiera pour que les conditions de sécurité voulue soient réunies dans les installations nucléaires du monde entier.

48. Il est absolument essentiel de protéger les installations nucléaires des attaques armées, dont les conséquences seraient évidemment catastrophiques. En Asie méridionale, une **étape** importante a été franchie dans ce sens avec la signature par **l'Inde** et le Pakistan de l'Accord d'Islamabad, le 31 décembre 1988, en vertu duquel chacun des deux pays s'interdit d'attaquer les installations nucléaires de l'autre. Les instruments de ratification ont été échangés par la suite.

49. En conclusion, la délégation pakistanaise tient à féliciter le Comité scientifique des précieux travaux qu'il consacre aux rayonnements ionisants et **à** leurs effets sur la vie humaine et l'environnement et attend avec intérêt les conclusions de l'étude qu'effectue présentement le **Comité** sur la radioexposition médicale et professionnelle. La délégation pakistanaise se félicite vivement de la coopération croissante entre le Comité et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que diverses autres institutions spécialisées et elle demande instamment **à** tous d'apporter au Comité une aide constante qui lui permette de s'acquitter de ses tâches importantes.

/...

50. **M. MAREHALAU** (Micronésie), parlant au nom des neuf nations qui constituent le Forum du Pacifique Sud: Australie, **Fidji**, Iles Marshall, Iles **Salomon**, Micronésie, **Nouvelle-Zélande**, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Vanuatu, déclare qu'en dépit de son apparent éloignement des problèmes mondiaux, la région du Pacifique Sud continue de voir peser sur elle un grand nombre de menaces écologiques, notamment l'élévation de la température de la **planète** et la modification du climat. En **outre**, les **effets** que peuvent avoir les rayonnements ionisants dans la **région**, qui a été le siège d'un programme d'essais nucléaires au cours des trois dernières années, continuent d'être un sujet de préoccupation. En 1974, on a effectué des essais qui ont fait augmenter notablement les niveaux de radioactivité artificielle, en particulier les **retombées** de strontium 90 et de **césium** 237, dont les effets sont particulièrement nocifs pour la **santé**. **Même** si les niveaux ont baissé depuis la fin des essais dans l'atmosphère cette **même année**, il faut surveiller en permanence les effets à long terme du rayonnement.

51. La poursuite par la France des essais nucléaires souterrains **dans** l'archipel Tuamotu, **à** l'est des îles Cook, **demeure** également un sujet de préoccupation pour 18 Forum du Pacifique Sud. Dans un communiqué, celui-ci s'est déclaré consterné de la déclaration officielle du Gouvernement français selon laquelle la décision d'adhérer au Traité de non-prolifération n'aurait aucun effet sur les programmes d'essais **nucléaires** dans 18 Pacifique Sud (document **A/46/344**). Le Forum a réaffirmé son opposition énergique et constante aux essais nucléaires dans la région. A cet égard, il a décidé d'envisager un programme élargi d'opposition aux essais nucléaires de la France dans la région. Il a suggéré que le **SPREP** joue un rôle central dans le suivi et l'évaluation de l'impact écologique des essais nucléaires dans la région. Ce court message du Forum traduit l'attitude d'opposition énergique qu'il faudra maintenir à l'encontre des essais nucléaires de la France jusqu'à ce que ce **pays y** mette un terme. **Même** si **l'AIEA**, dans une analyse qu'elle a effectuée récemment à Mururoa, est parvenue à la conclusion qu'il n'y avait pas de preuve que l'intensité du **rayonnement** soit forte, étant donné la fragilité du milieu dans lequel les essais nucléaires sont réalisés sur l'atoll, on ne saurait accepter sans discussion aucune affirmation s'agissant des conditions générales de sécurité du **programme** d'essais.

52. Les cavités souterraines de Mururoa contiennent les résidus radioactifs de plus de 100 explosions nucléaires, **équivalent** à 100 bombes **d'Hiroshima**. Compte tenu de la durée de vie des matières radioactives, il n'est pas du tout sûr qu'elles demeureront éternellement dans l'atoll sans contaminer l'environnement extérieur. En dépit des affirmations de la France quant à la sécurité de son programme d'essai, ni le rapport Atkinson de 1983 ni l'étude de l'organisation des Nations Unies sur les armes nucléaires n'écarte **la** possibilité d'un sinistre accidentel futur, ou, **à** long terme, l'émission de radiations **ionisantes**.

53. **Dans** une perspective élargie, l'énergique opposition des pays du Pacifique Sud **aux** essais nucléaires de **tout type** ne **se** fonde pas **uniquement**

/...

(M. Marehalau, Micronésie)

sur des considérations d'ordre écologique. Elle repose **plus généralement** sur la ferme conviction qu'il n'y a pas place pour les armes nucléaires dans cette **région**. D'où l'importance qu'attribuent ces pays **à** la conclusion, **à** court terme, d'un vaste traité d'interdiction des essais, l'appui qu'ils apportent aux efforts visant le désarmement nucléaire et la non-prolifération et leur opposition aux propositions de déversement de déchets nucléaires dans la région. **Toutes** ces préoccupations sont **exprimées** dans des instances internationales et régionales, ainsi que dans divers accords régionaux.

54. **M. STEFANINI** (France), faisant usage de son droit de réponse dit que, dans leurs déclarations, **les** représentants de l'Australie, du Chili et des **Etats** fédérés de Micronésie ont mis en cause les essais nucléaires auxquels procède son pays en Polynésie française.

SS. La **France** n'a pas d'autre alternative pour maintenir une défense indépendante que de conserver une capacité de dissuasion dont la crédibilité suppose **qu'elle** incorpore tous **les** progrès techniques requis. Pour cette raison, elle doit poursuivre ses essais nucléaires à un rythme et dans des conditions dictées par des impératifs technologiques. C'est au demeurant en fonction de ces **impératifs** qu'elle a décidé d'en abaisser le nombre de 8 **à** 6 annuellement.

56. Ces essais nucléaires, **effectués** sur une partie du territoire français particulièrement adaptée - pour des raisons géologiques notamment - pour procéder **à** des **expérimentations** toujours souterraines, ne portent préjudice ni aux **intérêts** des Etats de la région, ni **à** la santé des populations qui y **vivent**, ni **à** l'environnement.

57. Plusieurs missions scientifiques internationales ont pu **librement** le **constater surplace** ces **10** dernières années. La plus **récente mission** **d'intercomparaison** de mesures de radioactivité a été effectuée **parallèlement** en mars 1991 par **trois laboratoires différents**, dont l'un de l'AIEA. Ses résultats seront publiés prochainement dans le cadre de cette organisation. **Les** mesures effectuées par **ces** missions démontrent que la **radioactivité** artificielle **aux** abords de **sites** de Mururoa et de Fangataufa ne se distingue pas en qualité et **en** niveau de celle du Pacifique Sud ou de l'Atlantique Sud.

58. Au-delà, la politique de transparence et de dialogue menée **par** la France se traduit aujourd'hui, outre l'accueil de ces missions scientifiques, par une information **annuelle** du Secrétaire général des Nations Unies sur le **nombre** et **les** dates des essais nucléaires effectués, par l'envoi d'un rapport annuel public au Comité scientifique des Nations **Unies** pour l'étude des effets des rayonnements **ionisants**, par l'invitation sur le site de **personnalités** françaises et étrangères et, depuis mai 1990, par l'annonce, après chaque tir, de la puissance de l'engin testé, ainsi que par la **création** d'un observatoire **permanent** de **surveillance** de l'environnement dans le Pacifique Sud. Rares sont les **Etats** qui pratiquent une telle ouverture dans ce domaine.

(M. Stefanini, France)

59. L'intervenant ajout.0 enfin que son pays a eu, lors de l'adoption de la résolution 44/119, l'occasion de rappeler les raisons pour lesquelles il ne pouvait souscrire aux obligations du Traité de Rarotonga sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud. La position de la France sur ce point n'est pas modifiée.

60. Mlle BIRD (Australie), exerçant son droit de réponse, dit que, comme elle l'a indiqué précédemment, elle ne soucrit pas à l'analyse du représentant de la France pour qui les essais nucléaires de son pays n'ont pas de conséquences à long terme sur l'environnement.

61. Or, la position de l'Australie ne se fonde pas uniquement sur des considérations écologiques, mais aussi sur son opposition aux essais nucléaires dans toutes les régions, comme elle l'a indiqué en appuyant la conclusion d'un vaste traité visant à les interdire. Aussi le Gouvernement australien accueille-t-il avec satisfaction l'annonce faite par les Etats-Unis et l'Union soviétique, espérant que l'on parviendra à progresser sur la voie de la destruction des arsenaux nucléaires et de la limitation des essais nucléaires.

62. Le **PRESIDENT** dit qu'il convient de procéder à l'adoption d'une décision sur le projet de résolution qui figure dans le document A/SPC/46/L.2 et informe les membres de la Commission que le Canada, le Costa Rica, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et l'Espagne se sont joints aux auteurs. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que la Commission souhaite adopter ce projet de résolution sans procéder à un vote.

63. Le projet de résolution qui figure dans le document A/SPC/46/L.2 est adopté par consensus.

64. Le **PRESIDENT** déclare que la Commission a achevé l'examen du point 70 de l'ordre du jour. Elle présentera en temps opportun un rapport sur cette question à l'Assemblée générale.

La séance est levée à 11 h 40.